

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 20/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **GRANULATS DE FRANCHE COMTE**

9 rue Paul Langevin  
21300 Chenôve

Références : UID257090/SPR/YR/SB 2023 - 1020B  
Code AIOT : 0005901478

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement GRANULATS DE FRANCHE COMTE implanté Lieu-dit La Prusse 25750 Arcey. L'inspection a été annoncée le 08/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANULATS DE FRANCHE COMTE
- Lieu-dit La Prusse 25750 Arcey
- Code AIOT : 0005901478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de roche calcaire

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 11 mars 2020 pour une durée de 30 ans.

Les installations contrôlées sont les fronts de taille, les stocks de matériaux, la zone de stockage des matériaux inertes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- L'inspection a porté sur le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 11/03/2020

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Extraction en gradins	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.5.1 à 2.4.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
19	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de Production	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.5.2	/	Sans objet
3	Commission locale de concertation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.7	/	Sans objet
4	Milieu Naturel – Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.1.2.1 et 2.1.2.2	/	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Suivis relatifs à la stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.2	/	Sans objet
8	Plateforme d'expédition	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.9	/	Sans objet
9	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 3.2.1.3 ; 3.2.1.4 ; 3.2.1.5 ; 9.1.2.1	/	Sans objet
10	Matériaux acceptés et refusés	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.1	/	Sans objet
11	Obligation du producteur de déchets	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.2	/	Sans objet
12	Obligation de l'exploitant	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.3	/	Sans objet
13	Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.4	/	Sans objet
14	Vérification régulière de la qualité des matériaux inertes mis en remblai	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.5	/	Sans objet
15	Devenir des déchets inertes admis	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.6	/	Sans objet
16	Autosurveillance des rejets aqueux pour les « Eaux pluviales rejetées »	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.2	/	Sans objet
17	Surveillance des niveaux des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.3	/	Sans objet
18	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 7.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement correctement suivie et entretenue.

Il a été toutefois constaté 3 non-conformités concernant l'exploitation de la carrière et notamment la réalisation des tirs de mines. Les modalités d'extraction réalisées par l'exploitant ne correspondent pas aux prescriptions imposées par l'arrêté d'autorisation. Si l'exploitant souhaite une modification des conditions d'exploitation de la carrière, il doit préalablement en faire la demande conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Niveaux de Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Niveaux de production
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux extraits sont du calcaire du jurassique supérieur (Bajocien moyen, Bajocien supérieur et Bathonien). Le tonnage total de matériaux valorisables à extraire du gisement (hors terres végétales et stériles de découvertes) est de 9 100 000 tonnes. La quantité maximale de matériaux valorisables extraits de la carrière est de 500 000 tonnes par an au maximum avec une production moyenne autorisée de 300 000 tonnes par an calculée sur une durée de 5 ans glissante.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare régulièrement les quantités extraites sous l'application GEREP.  Les quantités extraites sont inférieures à la quantité annuelle de 300 000 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le montant de référence des garanties financières devant être constitué dans ce cadre par l'exploitant doit être au moins égal au montant fixé dans la dernière colonne du tableau suivant : Pour la phase 1 : 353 582 euros [...]
<b>Constats :</b> Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 353 582 Euros. La caution actuelle se termine le 11 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Commission locale de concertation et de suivi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Commission locale de concertation et de suivi
<b>Prescription contrôlée :</b> Une commission locale de concertation et de suivi est mise en place par l'exploitant. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale, des représentants des riverains. Concernant les riverains, l'exploitant doit retenir prioritairement parmi les candidats, les habitants d'ARCEY les plus proches de la carrière et en favorisant ceux qui ont fait état des nuisances les plus fortes au cours de l'enquête publique. Le Préfet et l'inspection des Installations Classées sont informés de la tenue de chaque réunion. La commission se réunit au minimum tous les ans sur convocation de l'exploitant. L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions du présent arrêté (en particulier à chaque réunion les résultats des mesures de vibrations et les résultats des suivis relatifs au milieu naturel sont présentés).
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que la dernière CLCS avait été réalisée le 22 septembre 2022 et que la prochaine CLCS était prévue le 27 octobre 2023.  L'exploitant a indiqué que les participants à cette CLCS étaient des représentants de la Maire d'Arcey, les habitants les plus proches de la carrière et des représentants d'un groupe de spéléologie.  L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas été réalisé de compte rendu suite à la dernière CLCS, il est demandé à l'exploitant de tracer la réalisation de ces CLCS (a minima convocation, feuille de présence, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Milieu Naturel – Mesures d'évitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.1.2.1 et 2.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Milieu Naturel – Mesures d'évitement et de réduction
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 2.1.2.1 : Tout au long de l'exploitation du site, y compris au cours de la réalisation des aménagements préliminaires prescrits au chapitre .2.2, l'exploitant doit éviter tous travaux d'exploitation et aménagement (hormis ceux nécessaires dans le cadre de la gestion écologique imposée à l'article .2.1.2.3) à l'extérieur de l'emprise autorisée définie à l'article .1.2.2. À l'intérieur de ce périmètre autorisé, l'exploitant doit maintenir : 1. les haies, fourrés et merlons broussailleux en limite Est de l'extension (au niveau d'une partie de la bande de 10 mètres du délaissé périphérique définie à l'article .1.4), 2. 0,5 ha de pelouses calcaires et fruticées au Sud-Est du site, 3. des pelouses pionnières, dont 0,17 ha de pelouse d'intérêt communautaire, dans la partie Nord-Ouest du site ne faisant plus l'objet d'extraction, 4. en falaises rocheuses les fronts de la partie Ouest de la zone de transit des matériaux.

Les emplacements de ces mesures d'évitement internes au site sont reportés sur le plan en annexe II au présent arrêté.

Art 2.1.2.2 : En plus des mesures de réduction spécifiques aux phasages et périodes favorables prescrites aux articles .2.4.1 à .2.4.2 , l'exploitant doit :

1. réaliser une gestion environnementale du chantier, tout au long de l'exploitation du site.
2. planter, après travail du sol, en limite Est du site sur un linéaire d'environ 1 km dans la partie la plus au Nord et sur une largeur minimale de 4 mètres de largeur, une haie à vocation écologique sur le merlon. Cette haie sera constituée d'une strate arborée à partir d'essences locales et présentes dans les zones de fruticées de chênaie-charmaie-hêtraie complétée de chaque côté par une strate arbustive et sous-arbustive,
3. favoriser l'implantation d'un milieu pelousaire en régalant immédiatement les plaquettes terreuses extraites lors des premières opérations de décapage dans la partie la plus au Nord (côté Est) sur les remblais sur une surface d'environ 2 ha. De plus, l'exploitant veillera au cours de l'exploitation du site à leur absence d'embroussaillage.
4. aménager progressivement sur environ 5 ha une prairie de fauche/pâturage au Sud du milieu pelousaire susmentionné. Après régalage de 10 cm de terre végétale issue de l'opération de décapage mentionnée à l'article .2.4.2 sur les remblais obtenus par apport de stériles d'exploitation [sur les 15 premiers mètres de remblai (soit entre 345 et 360 m NGF), seuls des stériles d'exploitation sont utilisés] et apport d'inertes extérieurs conformément aux dispositions du chapitre .5.2, un ensemencement sera réalisé avec un encadrement d'un professionnel. Cette zone doit permettre après la cessation définitive d'activité un usage agricole satisfaisant.
5. mettre en place, avec les conseils et sous la surveillance d'un écologue d'une association ou d'un bureau d'études compétant dans le domaine, dès la fin de la phase 1 puis de façon coordonnée avec l'avancée de l'exploitation, des aménagements au niveau des fronts de taille favorables à la nidification du Hibou Grand Duc,
6. assurer le maintien, voir le renforcement, des 0,5 ha de pelouse calcaire et fruticée d'intérêt communautaire mentionné à l'article .2.1.2.1 en conservant un milieu majoritairement herbacé (de l'ordre de 60 à 70% de la surface) au sein duquel des bosquets arbustifs seront conservés.

Les emplacements de ces mesures de réduction internes au site sont reportés sur le plan en annexe II au présent arrêté.

**Constats :**

Il a été constaté que les différentes mesures d'évitement et de réduction avait bien été prises en compte.

Un suivi écologique a été réalisé en 2022 par le bureau d'étude Sciences Environnement. L'exploitant a indiqué que le prochain suivi devrait être réalisé en 2025. Il n'a pas encore été observé d'espèce rupestre sur la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Plan d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, plan

**Prescription contrôlée :**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il

est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement et les hauteurs des fronts ;
- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité.

Les surfaces S1, S2 et S3 (Voir chapitre 1.5.2) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières, sont mentionnés et explicités.

Un exemplaire de ce plan, accompagné de coupes au droit des zones d'extraction et de remblaiement en cours est conservé sur l'emprise de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

Ce plan doit être réalisé par un géomètre ou topographe, pour permettre notamment de vérifier les pentes de la zone de remblais et des fronts.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière, sa dernière mise à jour est datée du 27 septembre 2022. L'exploitant a indiqué que le plan pour l'année 2023 était en cours de réalisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Extraction en gradins**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.5.1 à 2.4.5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Extraction

**Prescription contrôlée :**



#### Article 2.4.5.1 : Extraction en gradins

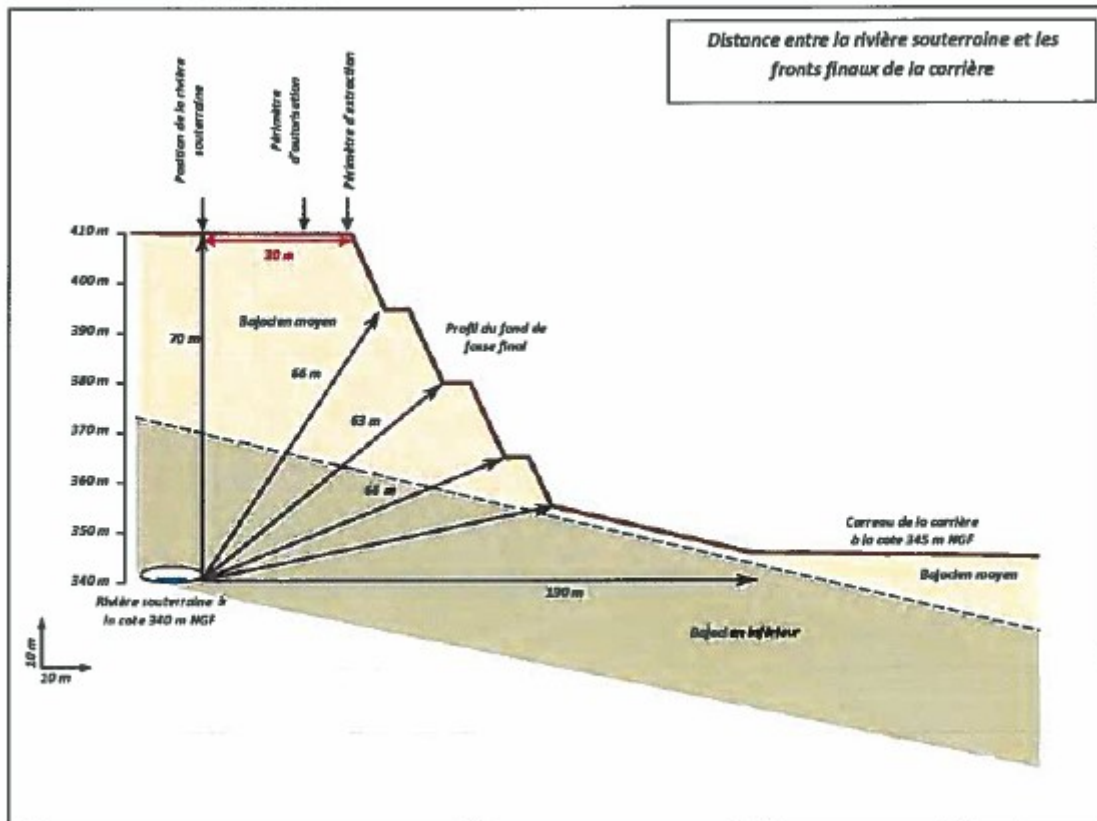
L'épaisseur maximale d'extraction est de 60 mètres.

La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres.

La largeur des banquettes est de 10 mètres. En fin d'exploitation cette largeur pourra être réduite à 5 mètres.

Côté ouest:

- une distance minimale de 30 mètres est conservée entre la rivière souterraine et le front de taille supérieur,
- l'exploitation des fronts s'effectue obligatoirement avec un engin équipé d'une dent de déroctage vibrante.
- le front respectera le profil mentionné ci-dessous :



#### Article 2.4.5.2 : Abattage à l'explosif

L'abattage du gisement par des substances explosives est autorisée, hormis pour l'exploitation des fronts côté Ouest, qui sera exclusivement effectuée à partir d'une pelle d'extraction.

Les tirs de mines doivent être réalisés avec un angle maximal de 80° de manière à éviter le plus possible les surplombs. Cet angle maximal est réduit :

- à 70 ° lorsque les tirs sont réalisés pour obtenir un front définitif, conformément à la prescription de l'article 2.5.3.2 du présent arrêté,
- à 60 °, voir davantage dans des secteurs où le suivi des fronts effectué par l'exploitant après chaque tir ou le suivi géotechnique prescrit à l'article 9.2 du présent arrêté le justifie.

#### Article 2.4.5.3 : Phasage d'extraction

La progression de l'extraction s'effectue globalement du Nord au Sud, en respectant les plans de phasage des travaux en annexes V-1 à V-4 du présent arrêté.

Article 2.4.5.4 : Cote du carreau Le carreau définitif de la carrière a pour cote minimale 345 m NGF.
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non-conformité :</b> L'exploitant a indiqué que l'exploitation des fronts côté Ouest était réalisée avec des tirs de mines lorsque ceux-ci sont situés à plus de 50 m de la rivière souterraine. Le front supérieur côté Ouest est actuellement à une distance d'environ 50 m de la rivière souterraine.</p> <p>L'exploitant a toutefois indiqué que le front côté Ouest n'avait pas été exploité en 2023 et que celui-ci ne serait pas exploité avant 2024.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué qu'il souhaitait pouvoir exploiter le front côté Ouest lorsque celui-ci sera à moins de 50 m de la rivière souterraine par des tirs de micro-minage (charge unitaire des tirs de mines très faible, moins de 10 kg).</p> <p>Si l'exploitant souhaite exploiter le front côté Ouest avec des tirs de mines, une demande de modification des conditions d'exploitation doit être déposée au préalable avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Des tirs d'essais par micro-minage pourront être réalisés après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Non-conformité :</b> Les plans de tirs transmis par l'exploitant montrent que les tirs de mines sont réalisés avec une inclinaison de 0°, les tirs de mines sont donc réalisés avec un angle de 90°.</p> <p>Si l'exploitant souhaite continuer les tirs de mines avec un angle de 90°, la demande de modification mentionnée ci-dessus doit également porter sur ce point. Une étude de la stabilité des fronts est toutefois réalisée, voir point suivant.</p> <p>Sur le plan d'exploitation de septembre 2022, la cote minimale d'extraction est de 358 m NGF. L'exploitant a indiqué qu'un approfondissement d'environ 6 m avait été réalisé depuis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 7 : Suivis relatifs à la stabilité des fronts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivis relatifs à la stabilité des fronts
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fait mettre en place par un bureau d'études spécialisé en géotechnique un suivi géotechnique périodique destiné à vérifier que les caractéristiques du massif rocheux (en particulier la position réelle des familles de discontinuités et le pendage des couches) ne s'écartent pas de celles qui ont été modélisées pour la définition et le dimensionnement des gradins, banquettes et talus. La première visite du site par ce bureau d'études doit être réalisée avant la fin de la deuxième année suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>Ce suivi géotechnique, basé sur des visites dont la fréquence ne peut être inférieure à quinquennale, devra également permettre de vérifier l'absence de zone de fracturation intense dégageant des lames rocheuses élançées et de « pseudo brèche » cargneulisé). Ce suivi doit faire</p>

<p>l'objet de rapport : l'exploitant les transmet au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions de l'exploitant au regard des recommandations que l'organisme tiers aura le cas échéant définies.</p> <p>Les rapports de suivi géotechnique sont conservés pendant toute la durée de la présente autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une étude de la stabilité des fronts a été réalisée par le bureau étude HYDROGEOTECHNIQUES, celle-ci est datée du 24/08/2022.</p> <p>Cette étude conclut que « L'exploitation est réalisée de manière prudente et raisonnée, adaptée à la géologie et aux instabilités potentielles.</p> <p><i>Des mesures de protection passives sont en place, il s'agit de merlon en gravats et pierres interdisant l'accès au pied immédiat des fronts de taille sur les différents niveaux du puits d'extraction.</i></p> <p><i>Seul le secteur Nord sous la RD33 apparaît en limite de stabilité (chapitre 4.1), avec de nombreux piliers prédécoupés et en équilibre précaire proches de la route.</i></p> <p><i>Le remblaiement progressif de ce secteur doit permettre la stabilisation à moyen terme du front de taille Nord. Dans l'attente du remblaiement nous préconisons une surveillance accrue du secteur et la limitation au maximum des tirs d'explosifs à proximité immédiate.</i></p> <p><i>A ce jour il n'y a pas de distinction entre tir « courant » au coeur de la carrière et tir « définitif » en périphérie.</i></p> <p><i>Nous préconisons la réalisation de forages de pré-découpages en arrière des tirs de périphérie de manière à limiter l'impact des explosifs dans les terrains qui seront laissés en place et à assainir les fronts de taille en fin d'exploitation. Cette distinction sera la garantie de la stabilité de la carrière à long terme. »</i></p> <p>L'exploitant a indiqué que les préconisations de réalisation des forages de pré-découpages étaient bien suivies. L'exploitant a indiqué que le suivi de la stabilité des fronts serait réalisé plus régulièrement que la fréquence quinquennale prévue par l'autorisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 8 : Plateforme d'expédition

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plateforme d'expédition</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.4.9.1. Lavage de roues, système d'arrosage et pont-bascule</p> <p>La plateforme d'expédition est équipée d'un pont-bascule, d'un système de lavage de roues et d'un système d'arrosage des camions chargés de matériaux pulvérulents.</p> <p>Article 2.4.9.2. Piste en enrobés</p> <p>Après le passage dans le laveur de roue et le pont bascule, la voie de circulation empruntée par les véhicules sortant du site est aménagée en enrobés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les différents équipements étaient en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 9 : Suivi des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 3.2.1.3 ; 3.2.1.4 ; 3.2.1.5 ; 9.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3.2.1.3. Stations de mesure Le plan de surveillance comprend a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>- une station de mesure témoin correspondant à un lieu non impacté par l'exploitation de la carrière (a) : initialement cette station de mesure témoin est installée sur la commune de GONVILLARS (référéncée n° 5 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté) ;</li><li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école), ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b). Initialement, une seule jauge est implantée au niveau d'une des plus proches habitations à ARCEY (référéncée n° 4 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté) ;</li><li>- deux stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c) (station référéncée n° 1 à n° 3 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté).</li></ul> Article 3.2.1.4. Station météorologique La direction et la vitesse du vent, la température et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Son implantation initiale est représentée sur le plan en annexe VIII au présent arrêté.  Article 3.2.1.5. Valeurs limites des retombées atmosphériques L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.  Article 9.1.2.1. Autosurveillance des émissions atmosphériques Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article 3.2.1.5 du présent titre, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.
<b>Constats :</b> Les rapports des mesures de surveillance des poussières réalisées en 2022 par le bureau d'étude ITGA ont été transmis par l'exploitant. Ces mesures ont été réalisées en mars et septembre 2022. La fréquence des mesures est semestrielle depuis 2020.  Les mesures ont été réalisées sur 5 points de mesures : trois points en limite de la carrière (au niveau de la bascule, au Nord Est et au Sud Ouest), un point témoin au Nord de la carrière et un point au niveau de l'habitation la plus proche sur la commune d'Arcey au Sud de la carrière.  Les mesures réalisées en 2022 au niveau de l'habitation la plus proche respectent le seuil de 500 mg/m2/jour avec des retombées de 59 et 29 mg/m2/j. La retombée maximale observée est de 495 mg/m2/jour en limite de carrière au Sud Ouest.  Une station météorologique est présente au Sud-Ouest de la carrière.  L'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas encore des rapports de mesure de la surveillance réalisée en début de cette année.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Matériaux acceptés et refusés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Seuls les déchets suivants seront acceptés sur le site : 17 05 04 : Terres et cailloux sans substances dangereuses 20 02 02 : Terres et pierres des parcs et jardins (déchets municipaux) Tous les autres déchets sont refusés. Une benne pour la récupération des refus est à mettre en place.
<b>Constats :</b> Les déchets inertes apportés sur la carrière sont des terres et cailloux provenant de chantiers de terrassement.  Une benne est présente à proximité de la zone de déchargement des camions afin de récupérer les éventuels déchets de ferrailles, plastiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Obligation du producteur de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Il remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets (libellé et code à six chiffres, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 dans sa version issue de la décision n° 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014). Ce bordereau de suivi indique la date, la provenance (nom du chantier), la quantité des matériaux, l'identification du véhicule et du transporteur et doit attester de la conformité des matériaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les documents d'acceptation préalable établis pour chaque chantier avant l'arrivée des déchets sur la carrière. Ces documents n'appellent pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Obligation de l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents du producteur. Ces documents doivent être archivés. L'exploitant tient un registre d'admission sur lequel seront répertoriés : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date de réception,</li><li>• la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets,</li><li>• l'origine et la nature des déchets,</li><li>• la quantité de déchet,</li><li>• le moyen de transport utilisé,</li><li>• le résultat du contrôle visuel et la vérification des documents d'accompagnements,</li><li>• le devenir du déchet (recyclage ou remblaiement tel que défini à l'article 5.2.6 du présent arrêté).</li></ul> Le registre est conservé pendant au moins trois ans. Il est accompagné d'un plan d'exploitation permettant de localiser les zones de remblais.  En cas de refus, l'exploitant communique à l'Inspection des Installations Classées pour l'Environnement, au plus tard 48 heures après le refus : <ul style="list-style-type: none"><li>• les caractéristiques et les quantités de déchets refusés,</li><li>• l'origine des déchets,</li><li>• le motif de refus d'admission,</li><li>• le nom et les coordonnées du producteur de déchets et le cas échéant, son numéro de SIRET,</li><li>• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 susmentionnée.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un registre des apports de déchets, celui-ci est réalisé sous format informatique.  Ce registre n'appelle pas de remarque particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le chargement du camion doit être examiné visuellement avant déchargement. Les matériaux doivent être préalablement réceptionnés et déchargés en un cordon sur l'aire de transit afin d'en vérifier le contenu visuellement et olfactivement. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante. Les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié. Le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi

<p>que les raisons du refus.</p> <p>La quantité de matériaux inertes extérieurs admis annuellement sur le site avoisine 100 000 t/an et ne peut dépasser 200 000 t/an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un premier tri est réalisé sur le chantier d'origine des déchets.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé à leur arrivée au niveau de la bascule via une caméra.</p> <p>Les déchets inertes sont ensuite amenés vers la zone de stockage et sont tout d'abord déchargés sur une plateforme plane. Un nouveau contrôle des déchets est réalisé avant que les déchets soient poussés vers la zone de stockage définitif.</p> <p>Les quantités de déchets inertes apportés sur la carrière sont inférieures à la quantité annuelle moyenne de 100 000 tonnes prévue par l'arrêté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 14 : Vérification régulière de la qualité des matériaux inertes mis en remblai

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de s'assurer de la qualité des matériaux mis en remblai, des analyses d'échantillons représentatifs sont régulièrement effectuées dans les secteurs remblayés. Ces analyses, dont la fréquence ne peut être inférieure à annuelle, doivent garantir la conformité des matériaux admis avec les prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. Leurs résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la qualité des matériaux était vérifiée régulièrement. L'exploitant a indiqué qu'environ 3 à 4 fois par an, des apports de déchets inertes sont mis à l'écart et que des échantillons sont prélevés afin d'être analysés.</p> <p>Après réception des résultats d'analyses et s'ils sont conformes, les déchets sont ensuite acheminés vers la zone de stockage définitif. L'exploitant a indiqué que l'ensemble des mesures réalisées jusqu'à présent étaient conformes aux seuils réglementaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 15 : Devenir des déchets inertes admis

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Les déchets inertes admis sont utilisés pour le remblaiement nécessaire à la restitution progressive de pairies dans le cadre de la remise en état coordonné du site.</p> <p>L'exploitant met en place un carroyage afin de pouvoir localiser dans chaque casier les lots de matériaux inertes déposés ; l'emplacement du remblai sera porté sur un plan topographique, qui peut être celui prescrit à l'article .9.1.4.1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un carroyage a été mis en place afin de localiser la zone où les déchets inertes ont été déposés. Le registre de suivi des déchets précise la zone où ont été stockés les déchets inertes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 16 : Autosurveillance des rejets aqueux pour les « Eaux pluviales rejetées »

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :</p> <p>L'exploitant fait réaliser annuellement en sortie du décanteur-séparateur mentionné en particulier à l'article .4.4.6 et du petit bassin mentionné à l'article .4.4.5.3, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article .4.4.7.</p> <p>Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des Installations Classées pour les paramètres considérés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les résultats de la mesure de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel réalisée le 05/05/2022.</p> <p>Cette mesure a été réalisée en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures et au niveau des eaux de ruissellement collectées en fond du carreau inférieur.</p> <p>La mesure en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures montre une concentration en MEST de 99 mg/l (pour rappel le seuil en MEST est de 35 mg/l). Les mesures pour les autres paramètres notamment la teneur en hydrocarbures n'appellent pas de remarques particulières.</p> <p>Il a été constaté que le niveau des eaux dans le petit bassin, situé à l'entrée de la carrière et collectant les eaux de ruissellement des locaux techniques et de vie, était faible et qu'ainsi il n'y avait pas actuellement de rejet vers le milieu naturel. L'exploitant a indiqué que ce bassin était rarement rempli et qu'il n'y avait pas de rejet vers le milieu naturel. Aucune mesure en sortie de ce bassin n'a donc été réalisée.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une mesure avait été réalisée en 2023 mais qu'il ne disposait pas des résultats.</p> <p><b>Demande de compléments :</b> L'exploitant doit transmettre les résultats de la mesure réalisée en 2023 à l'inspection. Il est également demandé à l'exploitant que pour la prochaine mesure, un contrôle de la teneur en hydrocarbures dans le petit bassin soit réalisé.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Surveillance des niveaux des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les trois ans, une mesure des niveaux d'émission sonore en limite de propriété de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Tout constat de dépassement des niveaux de bruit en limite de propriété à l'occasion des mesures prévues doit être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Le premier contrôle d'autosurveillance des niveaux sonores est réalisé par référence au plan annexé en annexe IX au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées peut demander et doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• être effectué au cours des 6 premiers mois suivant la signature du présent arrêté ;</li> <li>• procéder à la vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.</li> </ul> <p>Au cours du premier mois d'exploitation liée à un chantier exceptionnel, l'exploitant doit procéder à la vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée en période de jour mais également en période de nuit (de 6 h à 7 h).</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières mesures des émissions sonores ont été réalisées en juin 2020 et en juillet 2023 par le bureau d'études Sciences Environnement.</p> <p>Ces mesures ont été réalisées sur 4 points de mesures : 2 points en limite de la carrière au Nord-Ouest et au Sud-Est, 2 points au niveau des zones à émergence les plus proches au Nord-Ouest de la carrière sur la commune de Gonvillars et au Sud-Est sur la commune d'Arcey.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont conformes aux seuils réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Tirs de mines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 7.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tirs de mines
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant assure la sécurité des personnes et des biens lors des tirs de mines. L'utilisation d'amorçage en fond de trou, avec des détonateurs à micro-retard, est obligatoire. L'exploitant alerte par courriel les services du département Service Territorial d'Aménagement de Montbéliard, lors de la mise en œuvre de tirs de mines à proximité de la RD 33. Le délai de prévenance est de 15 jours.</p>
<p><b>Constats :</b> Pour les tirs de mines réalisés à proximité de la RD33 (tirs de mines réalisés sur le front supérieur côté Est), l'exploitant a indiqué que le gestionnaire de la RD33 était informé 10 à 15 jours avant le tir.</p> <p>Pour ces tirs de mines, la circulation sur la RD33 est arrêtée au moment de la réalisation des tirs. Des panneaux informent les usagers la RD33 que la circulation est arrêtée. L'exploitant a indiqué que l'arrêt de la circulation durait environ 5 minutes et au maximum 15 minutes.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de tirs à proximité de la RD33 en 2023 et qu'un seul tir avait entraîné l'arrêt de la circulation sur la RD33 en 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 19 : Surveillance des niveaux de vibration

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vibration</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> À chaque tir de mines, l'exploitant dispose un sismographe au niveau d'une des premières habitations d'ARCEY (alternativement au niveau du lotissement comprenant la rue des Chênes et des Combarand et au niveau de la maison des Séniors) et un autre au niveau d'une des premières habitations de GONVILLARS (Cf. plan en annexe IX). Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir, les emplacements des deux sismographes ainsi que les résultats des mesures.</p> <p>Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des Installations Classées.</p> <p>De plus, les résultats des mesures de vitesses particulières lors des tirs de mines sont tenus à la disposition du public au niveau des Mairies d'ARCEY et de GONVILLARS.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le registre de suivi des tir de mines.</p> <p>Une mesure de vibrations est réalisée pour chaque tir de mines au niveau de la maison de retraite d'Arcey. Des mesures sont également réalisées au niveau d'une habitation sur la commune d'Arcey mais pas de manière systématique.</p> <p>Les vitesses maximales mesurées sont faibles, pour les derniers tirs de mines réalisées le 15/06, le 04/07 et le 05/09, la vitesse maximale mesurée était de 0,6 mm/s au niveau de la maison de retraite.</p> <p><b>Non-conformité :</b> L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesures des vibrations au niveau des premières habitations de la commune de Gonvillars en 2023.</p>

L'exploitant a indiqué que les tirs de mines étaient actuellement réalisés sur le front côté Est avec une orientation des fronts en direction de la commune d'Arcey.

Si l'exploitant souhaite une modification de la position des points de surveillance des vibrations, il doit en faire la demande conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement avec tous les éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 4 mois